

Henryk Woźniakowski¹

J'aimerais en commençant, congratuler Dominique Quinio et Philippe Segretain pour leur grand courage, dans les conditions actuelles, de confier à un Polonais une des conclusions de cette session... J'ai reçu comme vous tous un très riche contenu concernant la réflexion sur l'Europe – telle qu'elle est et telle que nous aimerions qu'elle soit, qu'elle se fasse. Je préfère dire « nous aimerions » plutôt que « nous voudrions » qu'elle soit car en écoutant ce qui vient d'être dit, je m'assure que la raison raisonnable est là, mais la composante de l'engagement amoureux semble aussi fondamentale. Aimons-nous l'Europe ? C'est-à-dire : sommes-nous prêts à sacrifier pour elle un peu de nous-mêmes, de notre vie, de notre temps, de nos efforts ? Je n'ai pas de doute que cette session et ses participants répondent positivement à cette question. Mais aimons-nous l'Europe telle qu'elle est, avec ses faiblesses, ses impuissances, avec ses crises récurrentes, mais aussi avec son potentiel de redressement, de développement pour avancer vers des horizons jusqu'alors inaccessibles ? Donc, voulons-nous une Europe réelle ? Ou bien n'aimons-nous qu'une idée de l'Europe, celle qui est en harmonie avec nos options idéologiques et nos sympathies politiques. La question me semble pertinente. Dans nos débats, il y avait un équilibre rassurant entre, d'un côté, la vue d'ensemble, avec la perspective de valeurs communes, la vision du projet européen comme si c'était une cathédrale en cours de construction, selon les termes d'Enrico Letta et, d'un autre côté, l'Europe du quotidien, dans ses applications très concrètes ou dans un large éventail de projets proposés par les jeunes.

Cet équilibre démontre, me semble-t-il, malgré ses lacunes, l'engagement pour l'Europe telle qu'elle existe. Pourtant cette option en faveur de l'Europe réelle

1 Henryk Woźniakowski est éditeur et essayiste polonais.

n'est pas évidente. Je pense par exemple à la déclaration récente intitulée *The Paris Statement* et signée par un groupe d'intellectuels et politiciens européens, catholiques français connus dans cette salle – Rémi Brague, Chantal Delsol, Pierre Manent, François Benetton. Un des reproches qu'on pourrait faire à ce document – qui est par ailleurs un excellent résumé de l'attitude conservatrice –, c'est qu'il dédaigne presque tout ce qui constitue la réalité européenne d'aujourd'hui, l'Europe réelle présentée ici par Mme la ministre Nathalie Loiseau, en faveur d'une certaine idée de l'Europe homogène par sa culture et sa religion qui puisse être attirante à certains égards, mais qui ne restera qu'imaginaire. Ceci dit, ne devrait-on pas se pencher et réfléchir sur les craintes identitaires qui émergent de ce document puisqu'elles sont présentes bien au-delà des cercles intellectuels. Mais, même compréhensibles, ces craintes ne justifient nullement les trahisons de la solidarité européenne et humaine sur le problème migratoire.

Je parle de l'amour envers l'Europe, non pas de la vertu théologale mais d'un sentiment, de l'émotion, de la passion humaine. Le projet européen rationnel, logique et sage a perdu de son contenu émotionnel dont il a été porteur dans l'après-guerre et ceci pour des raisons évidentes. Aujourd'hui, les sentiments publics secoués par la crise financière et migratoire sont ailleurs et s'orientent à nouveau vers le connu, vers le national. Ils s'expriment parfois selon les pires modèles nationalistes comme nous l'avons observé en Pologne pendant « La marche de l'indépendance » le 11 novembre. J'espère que ce sera la culture et l'art qui aideront à nous extirper de ce repli sur nous-mêmes. L'art qui avec sa puissance et ses moyens modernes arrivera à déplacer nos sentiments et à les orienter vers ce projet et cette réalité fascinante qu'est l'Europe, approfondissant ainsi la raison des Lumières, avec nos valeurs religieuses, nos mythes constitutifs et nos passions, comme le voulait Antoine Arjakovsky.

Nous avons beaucoup parlé de l'Europe telle que nous la voulons, telle que nous l'aimons, mais avons-nous suffisamment parlé des obstacles qui s'accumulent sur le chemin ? Et comment les contourner ? Nous avons parlé, et pour de bonnes raisons, des clivages, des ruptures entre les nations européennes, entre la « nouvelle » et « la vieille » Europe, mais avons-nous suffisamment parlé des clivages d'aujourd'hui plus profonds que jamais à l'intérieur des sociétés ou des nations européennes, là où les familles politiques n'ont ni la volonté ni le savoir-faire fondamental du dialogue et du compromis ? Où le langage de la haine se répand avec une vitesse affolante ? Où les médias sociaux négligent ou détruisent avec efficacité d'anciennes hiérarchies de discours et créent des autorités insoupçonnées ? J'aimerais bien exagérer, mais je me réfère surtout à la réalité polonaise que je connais le mieux. Les tensions dans les débats nationaux en Allemagne, en Autriche, en Grande-Bretagne et même en France surpassent souvent ce que nous avons connu jusqu'alors. L'émotion avec laquelle nous avons suivi les élections en France, en Allemagne, en Autriche ou en République Tchèque, atteste de nos craintes face aux possibles conséquences de

clivages internes. Ces nouveaux partages ne sont-ils pas l'obstacle le plus élevé sur le chemin vers cette Europe que nous désirons ? Les ruptures dans un peuple, dans un *démos* national ne servent pas à la création d'un peuple, d'un *démos* européen – mais juste le contraire : c'est le chemin vers une ochlocratie où une foule remplace un peuple et se laisse diriger par un démagogue. Le démagogue fait toujours appel à ce qui est médiocre, infâme dans l'homme : ses craintes, son ignorance, sa jalousie, son hostilité envers les autres, les étrangers, ceux qui sont différents. Comment ennoblir nos démocraties nationales ? Sans leurs redressements, inutile de rêver à une démocratie européenne. Comment faire pour que la vérité l'emporte sur le mensonge dans la vie publique ? Question naïve, certes, mais cruciale pour le futur de l'Europe. Ma conclusion de nos débats est donc celle-ci : l'Europe nous demande d'investir plus de sentiments positifs ; nos patries nous demandent plus de raison équilibrée et juste.

Emelyn Weber¹

Les Semaines sociales ont demandé non seulement à un polonais mais aussi à une jeune. Merci aux Semaines sociales de m'avoir donné cette opportunité de participer à la conclusion de cette session. Ce n'est pas sans pression que je me prête à l'exercice. Je vais commencer mon propos par les paroles de trois jeunes que j'aimerais que vous gardiez en tête :

Whitney, 21 ans : « Je suis à la mission locale. On m'appelle de temps en temps. Des fois j'ai trois contrats dans le même mois pour juste quelques heures. J'avais trouvé un contrat dans un spa qui débutait en octobre pour un an et demi. Ils m'ont prise pendant deux mois pour me former en juillet-août mais le patron n'avait plus besoin de moi, ils ont arrêté mon contrat et m'ont dit d'aller chercher ailleurs. »

Bakary, 20 ans : « Je suis un dubliné, j'attends pour faire ma demande d'asile. Ce que j'aime à la JOC, c'est qu'on m'appelle Bakary. »

Jérôme, 18 ans : « Je n'ai rien aujourd'hui, je vais me retrouver à la rue parce que je n'ai pas eu de contrat jeune majeur. Tout est sombre. À l'ASE, l'aide sociale à l'enfance, on me dit seulement que je ne suis pas seul et qu'on est 160 jeunes. J'aimerais arrêter de survivre et enfin vivre. »

On est d'accord, ce ne sont pas des paroles de joie, ni des paroles européennes. Mais je vous ai partagé ces quelques lignes pour que l'on se rappelle qui on sert,

¹ Emelyn Weber est responsable de la JOC au sein du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

qui nous devrions servir, qui l'Union européenne doit servir. Durant ce week-end, on a bien sûr parlé des inégalités, Madame la ministre l'a rappelé, mais on peut légitimement se demander comment, en 2015, il pouvait y avoir encore 119 millions d'Européens en risque de pauvreté ou d'exclusion. Cette question n'a selon moi pas été assez portée pendant ces Semaines sociales. On a très justement questionné la machine européenne, les divergences entre les États qui bloquent les processus, l'Europe hors sol, une Union désunie pour l'accueil des migrants... Mais peut-être avons-nous oublié quelques aspects, quelques personnes. Oui, l'Europe doit être inclusive et ne laisser personne sur le côté. Un exemple : à l'occasion de la table ronde avec les jeunes hier après midi, on est revenu sur le succès sans limite d'Erasmus. C'est vrai, Erasmus tend à se démocratiser. Mais il est faux de dire qu'il est accessible à tous : la mobilité demande une préparation. La JOC oeuvre dans les quartiers ouvriers et populaires et pour certains jeunes, quitter le quartier pour aller en formation à 30 km, sans barrière de langue, sans technocratie, sans montagne de papiers administratifs, c'est déjà, culturellement, un pas difficile à passer, si ce n'est impossible. Et finalement, ça se traduit dans les chiffres. Ce sont 1 % des étudiants européens qui en bénéficient. La situation financière des jeunes et le soutien que peut leur apporter la famille restent déterminants. En France, 40 % des bénéficiaires proviennent d'écoles d'ingénieurs et de grandes écoles alors qu'ils ne représentent que 8 % des effectifs de l'enseignement supérieur. Je vous laisse le soin d'interpréter ces chiffres. Alors, après ces premières phrases, vous vous demandez pourquoi clôturer cette session avec quelqu'un qui critique l'Europe. C'est pourquoi je tiens à vous le dire, je suis particulièrement certaine que l'Europe est l'échelon adapté pour relever tous les défis que nous avons mentionnés durant ces deux journées. Et pour ça, je vois trois leviers : l'information des citoyens sur l'Union européenne, les réponses apportées par l'Union aux besoins et attentes des citoyens et la participation et l'action des citoyens au projet européen.

L'information : les intervenants l'ont quasiment tous dit, si l'Union européenne veut être plus aimée et investie, elle doit être comprise par les citoyens, et ce sans distinction. Ce sont toutes les écoles qui doivent informer et faire vivre l'Europe. Les organisations de jeunes hier nous ont montré le rôle que jouent les associations en la matière, et notamment les associations d'éducation populaire. Nous n'en avons pas parlé, mais il existe aussi des services volontaires européens, l'équivalent du service civique au niveau européen. Il est urgent de rendre accessible l'Europe.

La réponse aux besoins et attentes des citoyens vis-à-vis de l'Europe : c'est Pierre Arlaud des Scouts et Guides de France qui disait hier à propos des propositions des jeunes : « Ce sont des aspirations raisonnables ! » Cela s'est aussi ressenti dans les témoignages des trois copains que je vous ai lus au début de mon intervention. Et finalement ce sont les besoins de tous : avoir une vie sociale, un logement décent, avoir son mot à dire, pouvoir ne pas être privé d'emploi digne... En bref, laisser à

chacun le droit à un avenir. Ça n'a pas l'air si exigeant... Et bien sûr l'Union fait déjà des choses. J'ai peut-être loupé ce moment, mais il me semble que nous n'avons pas parlé de la garantie jeunes qui vient directement de la garantie européenne pour la jeunesse. Pour le coup, c'est véritablement un exemple de réponse aux besoins des jeunes, tant en termes d'insertion sociale que professionnelle. Cela dit, restons prudents sur ce bilan, encore tellement de jeunes sont exclus de l'emploi, voire du droit commun, encore tellement de jeunes se sentent abandonnés, par l'Union européenne, par la France, par l'Église même. Ils font partie de ces « laissés pour compte » dont vient de parler Michel Barnier. L'Union européenne doit donc être exigeante sur la réponse aux besoins, sinon les citoyens des États membres ne se sentiront jamais européens. Enfin la participation et l'action : hier, j'ai entendu dire que si on ne vote pas, on ne peut pas se plaindre. Mais peut-être que quand on ne parle que du vote, on se trompe. On a mis en avant le taux d'abstention des jeunes aux élections européennes, il était tout de même de 56 % au total, ce qui n'est pas extraordinaire, il semble que les jeunes ne soient pas les seuls euro-décus pour reprendre l'expression d'Ariane Forgues. Vivre l'Union européenne, ça se joue de plein de façons, et on doit offrir aux citoyens européens l'occasion de se prononcer sur les propositions qui leur sont faites, voire de formuler des propositions. Le niveau européen doit servir à chercher ce qui nous rassemble, des conditions de vie et de travail qui peuvent être communes. Les peuples peuvent construire une parole européenne, ils doivent utiliser l'Europe pour revendiquer des droits communs pour la dignité de tous et pour refuser les injustices. C'est peut-être un vœu pieux, mais ce n'est pas cette assemblée que ça devrait déranger. À la JOC, nous portons une pétition sur deux aspects : l'emploi pour chacun et la reconnaissance du terme de privé d'emploi à la place de celui de chômeur. Nous adresserons les signatures au président du Parlement européen, Antonio Tajani. Alors il est temps que chacun se demande : à quoi m'ont servi ces Semaines sociales de France ? C'est vrai, on est bien, on est entre nous, on respire intellectuellement, on a des intervenants de qualité, ça fait plaisir ! Et maintenant, qu'est ce que chacun va faire pour continuer à faire vivre cette session à ceux qui n'étaient pas présents ce week end ? Comment les sujets européens et l'Église vont se diversifier et s'ouvrir à tous, ne pas être réservés à quelques uns ! Même si je ne discute pas de notre qualité à tous au sein de cette assemblée. Il est temps d'agir pour l'Europe, comme l'a dit Mgr Jean-Pierre Grallet ce matin : « Chers amis bâtisseurs, au travail ! » Rappelons-nous aussi constamment cet appel du pape François à aller aux périphéries. C'est notre responsabilité, c'est votre responsabilité.

Pour finir, je voulais revenir sur l'Europe dont je rêve. Pour moi, le projet européen aura retrouvé tout son sens quand on arrêtera de parler systématiquement et quasi uniquement des pays fondateurs, que l'on osera voir la culture, l'identité européenne comme celle de tous les États, de chacun des États, c'est ce à quoi nous appelait Frère Alois hier midi. Nous devons aujourd'hui avoir l'humilité de reconnaître que, quand

on parle d'Europe sociale, tous les États ont une marge de progression incroyable, la France y compris. Ce qui compte, ça doit être les peuples et leurs besoins, indépendamment de leur nationalité, car comme nous ont dit les enfants hier : « L'Europe, c'est une grande équipe. »

Dominique Quinio

À mon tour de tirer quelques conclusions de nos deux journées si intenses. Merci de votre participation et de votre réactivité. Tel était le pari de cette rencontre : se réapproprier le projet européen, en parler, entendre et intégrer les refus et les scepticismes, en discuter, imaginer l'avenir, proposer des pistes d'action, mais Emelyn, sois rassurée, nous n'en resterons pas là.

Je ne reprendrai pas point par point le déroulement de notre Session, mais vous proposerai plutôt nos vœux et propositions pour l'Europe. Vous y retrouverez des idées soulevées par nos différents intervenants, par les contributions postées sur notre site participatif, à l'occasion des rencontres vécues dans les antennes régionales ou sur notre mur de post-it. Pour une Europe plus proche, plus démocratique, plus fraternelle, plus responsable.

Nous répondons ainsi, je l'ai rappelé en ouverture de notre rencontre, à la double invitation reçue ces dernières semaines : celle du gouvernement français de participer à la réflexion sur les chances nouvelles pour l'Europe ; et l'appel du pape François aux chrétiens pour qu'avec d'autres, ils donnent un nouveau souffle à l'Europe. Nous nous reconnaissons en ses intuitions quand il appelle l'Union européenne à engager à nouveau un processus politique qui offre des chances nouvelles pour les peuples qui la composent, qui reconnaisse et répare les injustices provoquées par une vision exclusivement productiviste, libérale et matérialiste de l'Union, qui ouvre des perspectives de sens aux jeunes générations.

Nous sommes fiers d'être au rendez-vous et de le prolonger, en continuant à nous former, nous informer et à réfléchir, tout au long de l'année à venir, grâce à vous, à l'énergie des Antennes régionales et aux échanges avec nos partenaires européens.

En cela, nous sommes pleinement fidèles à la mission des Semaines sociales de France qui, nourries de l'enseignement social chrétien, s'engagent dans la société avec la volonté de veiller à la dignité de chaque personne, particulièrement la plus faible, la plus fragile (rappelons-nous que ce dimanche est Journée mondiale des pauvres) et de participer au bien de tous.

Permettez-nous, donc, en fidélité à ces principes, d'ouvrir quelques pistes pour redonner de l'élan à l'Europe, dont nous avons compris qu'elle traversait les affres d'une crise d'adolescence. Nous proposerons, sur notre site Internet, une version plus complète de ces propositions qui seront à critiquer, enrichir, préciser, afin de proposer un Manifeste des Semaines sociales pour l'Europe, qui seront mises au pot commun des réflexions collectives.

Pour une Europe plus proche

Avant d'exposer nos trois grandes séries de propositions, je vais détailler des propositions que je qualifierais de symboliques (l'on sait l'importance des symboles). Pour faire l'Union européenne, en effet, il faut que « nous » (noter l'importance du « nous ») nous connaissions mieux, que nous nous reconnaissons. De nombreux intervenants ont insisté sur ce point. Que nous nous reconnaissons à la fois dans notre diversité et dans ce qui nous relie – ce à quoi nous a invité Mgr Grallet. Nous ne sommes pas que des statistiques, des PIB, des dettes et des taux de croissance. Nous sommes des personnes, des visages. Frère Alois, tout au long de ces interventions, a souligné combien la rencontre et le dialogue nous humanisaient.

- ♦ Les Conseils européens devraient ne plus se dérouler uniquement à Bruxelles, mais successivement dans toutes les capitales, comme cela se faisait avant 2004. Nous sommes invités à nous abstenir de dire « Bruxelles » pour parler de l'Europe, nous devons faire la chasse à la métonymie. La capitale de l'Europe, ce sont les capitales des États membres.
- ♦ Nous appelons à un enseignement de l'actualité de tous les pays européens et de l'actualité proprement européenne, qui apporte aux jeunes une meilleure connaissance de cette réalité, sans craindre d'aborder un sujet politiquement clivant. En confrontant les mémoires et les histoires. La table des jeunes, comme Jean-Marc Ferry ou Mgr Grallet nous y ont largement incité. De la méconnaissance, naît la méfiance. À quand la réalisation d'un manuel commun à tous les pays?
- ♦ Nous proposons un Erasmus étendu à tous les jeunes âgés de 18 à 25 ans (pas seulement étudiants) : 6 mois passés dans un autre pays européen, sanctionnés par un diplôme reconnaissant cette formation. Et nous prônons un apprentissage des langues européennes plus volontariste et performant.
- ♦ Nous croyons que les échanges par jumelages de villes, de collectivités, mais aussi d'associations, de mouvements, peuvent jouer un rôle fondamental dans la connaissance réciproque, avec une attention particulière aux pays de l'est de l'Europe. Là encore les témoignages des jeunes et l'expérience de Taizé en font la preuve. Ce que vivent aussi les Semaines sociales au travers le réseau IXE.
- ♦ Nous proposons un jour férié commun européen, le 9 mai par exemple.

Pour une Europe plus démocratique

Nous invitons les responsables politiques nationaux comme les médias à une présentation loyale et pédagogique des apports de l'Europe à la vie quotidienne des citoyens français, pour certaines infrastructures, par exemple, ou en matière d'aides sociales.

Nous invitons les formations politiques nationales qui ont la responsabilité de constituer des listes aux élections européennes à renouveler les processus de candidature, pour proposer des personnes vraiment décidées à porter leur projet pour l'Europe, à s'y consacrer pleinement et à rendre compte de leur engagement face aux électeurs.

Le moment nous semble venu de proposer, pour les élections européennes, des listes transnationales qui développeraient leur conception politique de l'avenir de l'Union, reflétant les grandes sensibilités politiques classiques. Dans un premier temps, avant une généralisation du processus et pour expérimentation, pourraient leur être attribués les sièges libérés par la Grande-Bretagne.

En référence au travail déjà accompli par les Maisons de l'Europe, nous invitons les associations et la société civile à faire davantage usage de ces lieux de discussion et de propositions. Nous souhaitons qu'elles puissent devenir des « maisons du citoyen européen », où les parlementaires tiendraient des permanences, où les citoyens trouveraient réponse aux questions que leur pose le fonctionnement de l'Europe « au quotidien », où les droits de pétition existants seraient rendus plus effectifs.

Pour une Europe plus solidaire

À l'intérieur de l'Union

♦ Nous demandons aux partenaires sociaux, patronaux et syndicaux, en France comme au plan européen, de procéder à une mise à jour de la Charte européenne des droits sociaux des travailleurs, ce socle commun des droits construit dans les années 1990. Ils donneraient ainsi une suite concrète aux orientations très générales du sommet de Göteborg qui vient de s'achever, en relançant le dialogue social et lançant un nouveau programme législatif européen, visant à lutter contre le « moins disant social ». Il serait bon de centrer sur quelques priorités : durée minimale du travail (chasse aux minijobs), protection minimale des travailleurs qui ne relèvent pas de conventions collectives, droits à élaborer pour les nouveaux travailleurs indépendants.

♦ Une Europe solidaire, c'est aussi une Europe dans laquelle les budgets publics nationaux ne sont plus privés des ressources que la concurrence fiscale délibérée entre États laisse s'« évader ». Nous saluons les initiatives de la Commission et des États visant à établir des bases de contributions équitables où toutes les entreprises paient l'impôt à la mesure des bénéfices qu'elles retirent du marché intérieur euro-

péen. Nous encourageons la lutte contre les paradis fiscaux, y compris à l'intérieur de l'Union. Nous appelons à « l'esprit de loyauté » des entreprises pour qu'elles coopèrent à la mise en place de règles fiscales efficaces et équitables.

À l'extérieur de l'Union

- ♦ Attention à ne pas trahir notre devoir d'hospitalité, nous a alertés Véronique Fayet, présidente du Secours catholique. L'Europe ne doit pas voir les évolutions migratoires actuelles comme circonstanciées mais comme une donnée de fond, en ne s'en tenant pas à la question des réfugiés, mais faisant face à celle des migrants. Elle doit envisager une immigration raisonnée comme une réalité positive. Elle doit organiser une coopération solide pour la surveillance des frontières ; elle doit assurer l'accueil des personnes ayant droit à une protection internationale, en assurant la convergence des processus d'octroi de l'asile, d'intégration et de retour dans les pays de départ. Elle doit aider les migrants à comprendre et respecter les valeurs des pays d'accueil. La répartition des personnes entre les États membres doit, outre les critères économiques des pays, tenir compte des capacités et des souhaits des migrants. Et de l'histoire et de la culture de chaque pays. L'Europe ne doit pas mettre de frein au regroupement familial.

- ♦ Nous appelons à reconstruire un partenariat politique euro-africain ayant pour objet de définir une conception commune des échanges migratoires à long terme ainsi qu'une vision partagée des enjeux du développement humain et environnemental. À trois conditions : que tous les États membres soient impliqués dans un tel partenariat (voir ce que nous a dit Mme Houphouët-Boigny) qui doit comprendre coopération économique et politique en vue de conforter l'État de droit et la démocratie ; que l'investissement en Afrique soit au cœur de ce partenariat ; que les entreprises européennes s'acquittent dans les pays africains des contributions fiscales correspondant aux bénéfices qu'elles en retirent.

- ♦ Nous appelons à la construction d'une capacité européenne de défense commune, s'appuyant sur une analyse convergente des réalités internationales. L'Europe doit devenir un bloc diplomatique plus cohérent et actif.

- ♦ Nous appelons au renforcement des politiques de recherche et d'innovation pour que l'Europe reste un acteur important face aux enjeux technologiques et scientifiques de demain.

Pour un « nouvel humanisme européen »

L'Europe ne peut se contenter de célébrer ses racines et son passé mais doit les faire vivre, et les incarner, afin d'exercer, dans un monde en profonde mutation, un rôle majeur, non pas seulement par son poids économique ou militaire, mais par l'affirmation d'une communauté de valeurs, une identité qui a toujours été dynamique et multiculturelle, pour reprendre les mots du pape. Quelles sont ces valeurs ?

La recherche de la paix et de la justice, le choix du dialogue plutôt que l'affrontement, la démocratie, l'égalité entre les hommes et les femmes, le refus de la peine de mort, l'importance de la culture, la liberté de la presse et notamment la liberté religieuse – celle de croire ou de ne pas croire – et une laïcité qui ne relègue pas les religions dans la seule vie privée des croyants mais leur permet de contribuer à la construction d'une société plus fraternelle. De même que les États doivent rendre compte de leur respect des règles en matière budgétaire, pourquoi ne pas leur imposer le même exercice, en matière de respect des règles de l'État de droit, comme l'a suggéré Madame Loiseau. L'Union européenne est le seul espace dans le monde imposant à tous ses membres le respect de ces règles, a rappelé Jean-Marc Ferry.

L'Europe doit avoir à cœur de préserver la dignité des personnes, de toutes les personnes, notamment les plus fragiles, de les « envisager », nous rappelait Mgr Grallet . « La plus grande contribution que les chrétiens puissent offrir à l'Europe d'aujourd'hui, a dit le pape François, c'est de lui rappeler qu'elle n'est pas un ensemble de nombres ou d'institutions, mais qu'elle est faite de personnes. » Dans le même élan, l'Europe doit avoir pour objectif le bien commun, la conscience de notre appartenance à une « communauté ». Les Semaines sociales de France attendent que cette double attention à la personne et au bien de tous guide les décisions et les arbitrages de l'Union européenne, tant dans les domaines économiques et sociaux, qu'en matière de politique internationale, environnementale, ou devant les évolutions scientifiques, biomédicales et technologiques majeures que connaît notre humanité.

Mesures concrètes, anecdotiques ou profondes : sans une redéfinition de sa vocation, l'Union européenne continuera de voir se creuser le fossé entre elle et les peuples, eurosceptiques ou euro-décus selon la juste formule d'une des participantes à la table des jeunes. Ce sursaut, il doit être celui des responsables nationaux et européens, de tous les acteurs de la société civile – au nom de l'indispensable subsidiarité (chacun, à son niveau, doit exercer sa créativité et sa responsabilité). Notre propre sursaut. L'âme de l'Europe, c'est nous, avec d'autres, qui la façonnons.

Beaucoup ont souligné que cette période était peut-être une fenêtre d'opportunités. « Chers amis bâtisseurs, au travail », a conclu Mgr Grallet. Et souvenons nous de l'histoire à l'italienne d'Enrico Letta de ces deux maçons italiens entassant des pierres. L'un était triste de ce travail ingrat ; l'autre souriait, parce qu'il savait qu'il participait à la construction d'une future cathédrale. Retroussons nos manches et soyons, pour l'Europe, non seulement des héritiers (selon les mots d'une Congrégation que je connais bien !) mais des fondateurs. Pour que l'Union européenne, et avec elle, chaque nation qui la compose, continue de compter dans notre monde. Pas comme un vestige du siècle dernier ou par une nostalgie de puissance. Mais pour le meilleur de notre avenir commun.

LETTRE DU VATICAN

Madame la Présidente,

À l'occasion de la 92^e session des Semaines sociales, je suis heureux de vous transmettre, ainsi qu'à tous les participants, le salut cordial de Sa Sainteté le pape François et de vous assurer de sa proximité spirituelle.

« Quelle Europe voulons-nous ? » Cette question constitue le thème de votre réflexion et de vos échanges. Elle rejoint ce que le Saint-Père soulignait dans son Discours aux Chefs d'Etat et de Gouvernement réunis à Rome pour le 60^e anniversaire du Traité de Rome, à savoir que « [notre époque dominée par l'idée de crise] est un temps de discernement, qui nous invite à évaluer l'essentiel et à construire sur lui : c'est donc un temps de défis et d'opportunités » (24 mars 2017). Dans cette perspective, le programme de votre session atteste de votre volonté de valoriser le projet européen comme un horizon bienfaisant pour les personnes et pour les peuples, en fidélité aux intuitions et à l'espérance de ceux qui l'ont initié, les pères fondateurs de l'Europe.

Certes, des défaillances et des erreurs dans la construction européenne ont engendré un certain désenchantement et soulèvent aujourd'hui des inquiétudes. Aussi, le Saint-Père vous encourage à contribuer au discernement des voies de l'espérance, grâce aux apports des différents intervenants. Il vous invite notamment à rappeler avec force que « l'Union européenne naît comme unité des différences et unité dans les différences. [...] [car elle] a besoin de redécouvrir le sens d'être avant tout une "communauté" de personnes et de peuples conscients que "le tout est plus que la partie, et plus aussi que la simple somme de celles-ci" » (24 mars 2017).

De fait, l'Europe est le résultat d'une histoire ouverte par la liberté concrète des femmes et des hommes. Ce constat doit aujourd'hui favoriser le dialogue qui permettra de poursuivre l'édification d'une communauté d'États et de peuples, dans le respect des identités propres à chacun et le souci de promouvoir la centralité de la personne humaine et le développement humain intégral. De ce point de vue, le pape François se réjouit de la place donnée à la dimension spirituelle de la construction européenne. S'il est vrai, en effet, que l'identité européenne est dynamique et multiculturelle, il n'en demeure pas moins que le christianisme en constitue la sève. Et, à n'en pas douter, votre réflexion aidera, dans un contexte marqué par des difficultés, à faire entendre la voix de « l'Église [qui] peut et doit contribuer à la renaissance d'une Europe affaiblie, mais encore dotée d'énergie et de potentialités » (pape François, Discours à l'occasion de la remise du Prix Charlemagne, 6 mai 2016).

Indéniablement, l'Europe est confrontée à un certain nombre de défis. Aussi, le Saint-Père souhaite que votre réflexion permette de bannir toute forme de résignation pour transformer ces défis en opportunités et mettre en lumière ces pierres de fondation de la construction européenne que sont « la centralité de l'homme, une solidarité effective, l'ouverture au monde, la poursuite de la paix et du développement, l'ouverture à l'avenir » (24 mars 2017).

Avec cette espérance, le pape François confie vos travaux au Seigneur pour qu'il vous accorde la grâce de faire grandir une culture du dialogue au sein de la société française, afin que le rêve d'un nouvel humanisme européen, d'une Europe capable d'être mère devienne une réalité. Et il demande à Dieu de vous combler de l'abondance de ses bénédictions.

En vous transmettant de grand cœur ces vœux du pape François, je souhaite, Madame la Présidente, que votre réflexion se déroule dans les meilleures conditions et je vous rassure de mon cordial dévouement.

Cardinal P. Parolin
Secrétaire d'État de Sa Sainteté